M 2414 - 354 - 3 F

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°354 - 19 février au 5 mars 1982

18e ANNÉE 3F

PC-PS

DISPUTES ENTRE GERANTS DU CAPITAL

Le pacte de gouvernement PC-PS va-t-il résister? Après les réactions divisées sur la Pologne,le dernier congrès du PC et la vague de grèves soulevées par l'application des ordonnances sur le temps de travail ont suscité de nouvelles questions sur la cohésion de la majorité.

Certes, il y des dissensions. Le PC regarde plus à l'Est (contre l'Allemagne et non vers le «communisme» !), il défend une politique économique plus agressivement nationaliste et protectionniste. Dans le domaine social, il croit plus à l'intervention de l'Etat qu'au «tissu social» façon Delors ou Maire. Mais il s'agit d'une part de défendre ses zones d'influence. D'autre part, ce sont des différences qui partagent (nous l'avons monté souvent) l'ensemble de la bourgeoisie française: à l'intérieur même du PS, on retrouve des lignes de clivage à peu près parallèles (tendance Chevènement contre tendance Maire-Rocard).

Ces disputes n'ont rien à voir avec une défense des intérêts ouvriers contre les intérêts bourgeois. Entendons-nous. Le PC joue bien d'un certain sentiment de particularité ouvrière: il s'en est servi à propos de la Pologne, pour exploiter la méfiance des travailleurs devant le tapage des bourgeois et transformer cette méfiance légitime en indifférence égoïste et chauvine.

Cette intervention reflète son rôle social: discipliner l'ensemble de la classe derrière une idéologie étroite et réactionnaire sous ses thèmes ouvriéristes: une idéologie qui est celle de l'aristocratie ouvrière chauvine, facilement raciste, ayant le culte de l'ordre, du travail, de l'épargne et de tous les fétiches petits-bourgeois. La défense des maigres privilèges de ces couches est le contraire de la défense de tous les prolétaires face à la politique d'austérité new-look menée par le gouvernement.

Aussi, le PC peut-il se parer à bon droit du titre de «parti de gouvernement», souligner son refus de la «surenchère» et recevoir sans broncher les compliments de Delors sur la sagesse syndicale !

S'il y a débat dans le PS et dans le PC, ce n'est que sur la meilleure manière d'utiliser ces semblants d'opposition pour défendre des intérêts de boutique, et pour empêcher une résistance effective et unitaire des travailleurs.

Le PS se savait assez fort pour garder le PC en otage «à l'intérieur» pendant sa phase d'installation. On lui prête le projet de le garder jusqu'aux municipales. Ensuite, il pourrait être plus utile de le laisser aboyer dehors, pour canaliser le mécontentement des travailleurs devant le peu de «changements» palpables.

Ce point de vue rejoint celui de Leroy ou de Krasucki, défavorables à la participation ministérielle. Aucun réflexe d'intransigeance là-dedans. De même Seguy a sans doute pesé en 1978-79 vers la rupture de l'Union de la Gauche parce qu'il craignait de brûler les réserves de crédit oppositionnel qui permettent à la CGT de coiffer les mouvements spontanés. A ce souci s'ajoute la conviction des stratèges de la

(Suite page 2)

L'ETAT SUPER-NERVI

C'est un commando fort de 200 hommes armés et escortés de chiens policiers qui a bousculé et séquestré le 8 février le piquet de grévistes qui occupait la fromagerie Claudel d'Isigny. Depuis quelques temps, les opérations de ce genre se sont multipliées (Bastille, Montrouge, Maine-Poids dans l'Ouest). Elles sont menées par des «vigiles» ou autres milices patronales de préférence dans les petites entreprises et en particulier contre les immigrés: avant d'oser s'attaquer aux grosses concentrations ouvrières, les nervis se font la main sur les secteurs faibles et isolés.

Cette fois, l'opération était un peu grosse, au point que l'Etat doit réagir et «inculper» le chef du commando. Defferre a même souligné que ce coup de main était *«un danger pour la démocratie»*.

Qu'est-ce donc que la démocratie? Le chef du commando l'explique fort bien lorsqu'il affirme que *«le*

(Suite page 2)

L'Iran après trois ans de "révolution islamique"

Trois années après la «révolution de février» qui a renversé le chah, la «République islamique» s'avère avoir encore perfectionné la machine de l'Etat bourgeois en Iran en ajoutant à l'ancienne Savak les fameux «gardiens de la révolution» et surtout en trempant l'oppression capitaliste dans un bain de «légitimité» populaire dont était privé le régime du chah.

Affronté à une crise économique inouïe (chute de la production industrielle, 30% de chômeurs) et incapable par nature d'apporter les moindres réformes sociales et politiques intéressant les masses exploitées (réforme agraire, nationalités, oppression des femmes), le régime ne fait face aux tendances centrifuges que par la guerre contre les minorités nationales, l'état de guerre dans la zone pétrolière à la faveur de la dispute avec l'Irak (une aubaine !) et la répression systématique des mouvements ouvriers, des luttes de paysans pauvres, etc., de tout mouvement d'opposition politique, qui a fait 7000 morts en 8 mois !

Cette répression ne touche pas seulement les oppositions bourgeoises, en particulier l'opposition démocratique que Bani Sadr cherche à constituer en s'alliant aux Moudjahidin dont plusieurs dirigeants viennent d'être tués dans un combat armé à Téhéran même.

Elle touche aussi durement les groupes qui s'opposent à cette solution de rechange capitaliste plus moderniste: c'est le cas de l'organisation PEYKAR, dont il semble que la direction vient de subir un rude coup avec l'arrestation de nombreux cadres et dirigeants.

Cette répression bestiale ne saurait être un motif pour appuyer une solution de rechange comme celle

(Suite page 4)

SOUSCRIPTION SPECIALE: 60.000 F

SOUTENEZ LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE DU PARTI !

La presse communiste révolutionnaire est une arme indispensable de la lutte prolétarienne. Mais il serait fou d'attendre que la société bourgeoise qu'elle combat lui facilite la tâche de quelque manière que ce soit.

Elle ne vit, n'est fabriquée, diffusée et défendue que grâce aux efforts et aux sacrifices constants, d'abord des militants qui se dévouent entièrement à la cause de l'émancipation prolétarienne, mais aussi de tous les prolétaires et les camarades qui, sans pouvoir encore donner le meilleur de leur temps et de leurs énergies à cette cause, en sentent cependant l'importance, sympathisent avec elle et veulent contribuer à la défendre.

Ces efforts sont nécessaires en toute situation. Ils le sont davantage aujourd'hui, où la crise mondiale de la société bourgeoise appelle au renforcement international du réseau du parti révolutionnaire.

A titre d'exemple, la parution du présent numéro du journal coïncide avec la publication d'une brochure en langue perse intitulée *Retour au programme communiste révolutionnaire de Marx et de Lénine*. Nous voudrions également publier dès que possible dans cette langue *Parti et classe* et notre *Manifeste 1981*.

Une autre ambition du parti pour la même région du monde est de publier dès cette année la revue en langue arabe *Al-Barnamadj Al-Chouyoui'i* (Programmme Communiste), dont le premier numéro est en cours de fabrication. Nous voudrions être en mesure de publier trois numéros dans l'année.

Mais là ne s'arrêtent pas les besoins de publications du parti, que nous présenterons progressivement à nos lecteurs dans les prochains numéros du journal.

Pour soutenir cet effort important mais indispensable, nous invitons tous les militants, sympathisants et lecteurs à verser généreusement à la souscription spéciale que nous lançons et à faire participer autour d'eux à cette souscription tous les camarades intéressés par notre presse et son succès.

Plus tôt l'objectif des 60.000 F sera atteint, plus tôt et mieux le parti pourra répondre aux immenses besoins théoriques et pratiques de la lutte prolétarienne qui, lentement mais inexorablement, fraye sa voie dans le capitalisme mondial en crise !

LES INTELLECTUELS FRANCAIS, LA POLOGNE ET LE SOCIALISME

La crise polonaise a eu des répercussions annexes, subalternes, mais non totalement insignifiantes, dans le petit monde des intellectuels et des gens de culture. Ces messieurs-dames ont manifesté bruyamment leur «émotion» et leur «indignation» devant le coup de force du général Jaruzelski. C'était bien naturel... Les intellectuels n'ont-ils pas toujours prétendu jouer un rôle spécial de «libres témoins de la société» ? Ne se sont-ils pas toujours imaginé représenter la «conscience critique de l'humanité» ?

Cette tradition est particulièrement ancrée en France, pays des Lumières et de 1789. Depuis plus de deux siècles, l'intellectuel français digne de ce nom «s'engage» sur les grandes questions politiques, en adoptant volontiers des allures populaires, plébéïennes, mais en gardant en même temps les distances qu'imposent ses hautes exigences morales: c'est la figure typique de **l'intellectuel de gauche**, calamité nationale par excellence.

Ces gens affirment jalousement leur indépendance, alors qu'ils sont entièrement dépendants de la classe bourgeoise à laquelle ils appartiennent de tout leur être. Leur rhétorique pompeuse et leurs poses théâtrales, leurs effusions sentimentales et leurs mimiques contestataires masquent leur **absolue servilité** envers les possédants et l'ordre existant, vérifiée à chaque tournant de l'histoire. Il suffit de rappeler ici les cris de haine contre la Commune de Paris proférés par la quasi-totalité des intellectuels de l'époque, et les pleurnicheries hypocrites des grandes gloires de gauche comme Hugo et Zola. De même, tous les écrivains et artistes de gauche (à de rarissimes exceptions près) ont encouragé les prolétaires à s'entretuer et à réaliser l'Union Sacrée avec leur propre bourgeoisie au cours des deux guerres mondiales impérialistes.

Comment de tels personnages pourraient-ils défendre aujourd'hui les ouvriers polonais contre leurs exploiteurs ? Il faut reconnaître d'ailleurs — et c'est mieux ainsi — que ce n'est pas du tout leur propos. Par delà les nuances et divergences entre leurs diverses coteries, leur position commune est de défendre non une classe contre une autre classe, mais les **droits de l'homme**, la **démocratie**, la **liberté contre le communisme totalitaire**.

Il ne s'agit pas là seulement de mots en l'air, mais précisément des slogans avec lesquels, depuis plusieurs décennies, les grandes puissances occiden-

(Suite page 3)

DANS CE NUMÉRO:

- **Marxisme, socialisme et démocratie**
- **La IVeInternationale et la guerre**
- **Les objectifs du Collectif "Rebelles"**
- **Sans-papiers: la lutte continue**

Coordonner les luttes sur le temps de travail et le salaire

Le gouvernement et son opposition loyale, jusqu'à l'extrême-gauche, sont tous d'accord pour rejeter sur les patrons les difficultés d'application de l'ordonnance sur les 39 heures. Comme si le texte gouvernemental — précédé de toute une campagne sur la nécessité de compenser en productivité les réductions consenties — n'avait pas justement laissé toute latitude aux exigences patronales !

Assuré de la compréhension des syndicats, le gouvernement comptait ainsi gagner celle du patronat, y compris celle des PME, et alimenter cette négociation à la base dont rêvent Delors et Edmond Maire. Pas de chance ! Ces ingrats ont foncé dans la brèche, et rivalisé de propositions bancales, ou de «ratissage» des avantages acquis, et pas seulement dans les PME (Calor ou Camping-Gaz dans la région de Lyon, Nouvelles Galeries d'Ivry), mais à Renault (avec les six minutes par jour de Maubeuge — et *L'Humanité* a le culot de décréter que «le blocage ne concerne que l'entreprise privée» !); ou à Peugeot, où la direction ne veut lâcher que 12 minutes par jour, compensée seulement à 75%... alors qu'elle impose **trois jours par mois de chômage technique** !

La réaction ouvrière a surpris les syndicats — qui feignent maintenant de l'avoir provoquée: grève illimitée victorieuse à Maubeuge, autoreduction à Dresser-France au Havre, occupation à Kodak et Claudel. D'où le sommet convoqué par Mauroy le 11 février, pour tenter d'huiler les rouages, et l'invite faite par Mitterrand au patronat de maintenir le pouvoir d'achat.

Tout le souci des pompiers sociaux est d'arriver à faire avaler des compromis localement, chacun chez soi. Au contraire, les ouvriers n'obtiendront un allègement sensible des horaires sans compensation qu'en concentrant leurs efforts de lutte, en donnant des formes concrètes à leur coordination, comme l'on fait début février des travailleurs de différentes entreprises autour de la TUL de Mayenne.

Prolétaires, camarades ! Correspondez avec le Journal

Tous les militants, sympathisants, lecteurs peuvent utilement collaborer au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue économique, social et politique.

Faites parvenir au journal tracts locaux, correspondances d'événements, coupures de presse ou remarques que vous jugez utiles. La rédaction s'efforcera de les traiter avec soin et de les utiliser au mieux pour qu'à la lumière d'exemples pratiques tirés de la vie quotidienne des ouvriers, le journal rende plus compréhensibles les enseignements du communisme révolutionnaire.

24e Congrès du PCF

Un pas de plus dans la même ornière

La logique d'un parti opportuniste, c'est que chacun des virages qu'il s'autorise, qu'il aille en apparence vers la droite ou vers la gauche, l'enfonce en réalité dans la voie de la politique bourgeoise et de l'abandon des ultimes lambeaux du marxisme.

C'est ce que nous avions montré à propos des «tournants» du PCF en 1936, 47 et 77 (*). Son dernier congrès donne un nouvel exemple de ce mécanisme. On avait annoncé des règlements de comptes, des révisions déchirantes, qui sait, un changement de direction.

En réalité, le principal «remords» exprimé par les congressistes, c'est celui d'avoir été trop lents à se mettre au goût du jour et à abandonner les dernières feuilles de vigne marxistes: «*Dire qu'il a fallu attendre 1976*, déplore un délégué de l'Essonne, *pour que le PCF abandonne la notion de dictature du prolétariat*» !

Une fois passé le numéro attendu de l'«oppositionnel» trié sur le volet, on convint qu'avec ou sans la pseudo-rupture avec le PS de 1977, on en serait arrivé à peu près au même point dans la voie démocratique et nationale indiquée par Thorez. Les arguments des opposants à la participation au gouvernement ne remettent pas en cause ce pôle opportuniste, ils discutent sur la tactique.

Anicet Le Pors a donné le ton dominant au congrès: nous n'avons «*pas d'autre ambition que d'être les bons artisans de transformations démocratiques*» (*L'Humanité* du 1/2/1982). Pour compléter cette orientation, que n'aurait pas désavouée un radical du début du siècle, le PCF essaie d'intéresser ses adhérents à des thèmes de remplissage, déjà rodés au 23e congrès: «*inventer au quotidien*», action dans l'entreprise, changement à la base, sur le modèle de la démagogie CFDT qui semble faire recette.

Et surtout, «*participer à la gestion*», «*intervenir sur les investissements*», «*peser sur les orientations industrielles*». Fini le couteau entre les dents, c'est l'attaché-case et le bilan d'entreprise qui arment la main des nouveaux «révolutionnaires» !

Ceci pour la politique intérieure. Quant à la répression anti-ouvrière en Pologne, l'attitude prise par le PCF ne porte pas la moindre marque d'internationalisme ou de discipline «socialiste». Le PCF s'y est montré fidèle d'une part à l'Ostpolitik qui tente une partie de la bourgeoisie française; d'autre part à son goût très sincère, et nullement commandé par Moscou, pour la discipline sociale, l'autolimitation des revendications ouvrières, l'ordre et la légalité.

(*) Voir *Le Prolétaire* n° 274, 289, 290, 1979

"Adapter les horaires..."

Comment les patrons l'entendent ? Un exemple qui se passe de commentaires: chez Motta, desserts et glaces, le patron propose 34 heures en hiver, et... 44 en été, avec travail six jours sur sept ! Que les ouvriers s'arrangent, le profit commande.

EL PROGRAMA COMUNISTA PROLETARIO

Le bon usage des contrats de solidarité

Dans son numéro du 22 janvier, l'Expansion l'explique à ses lecteurs bourgeois. Le PDG de la papeterie Alimand a pu ainsi se libérer de 25 salariés âgés de plus de 55 ans, dont le salaire à mi-temps ou la retraite (à 70% du salaire) sera prise en charge principalement par l'Etat. En échange, il faudra embaucher, mais pas forcément remplacer les postes: «*C'est là toute l'astuce*» commente *l'Expansion*, et le PDG jubile «*Je peux désormais remplacer un comptable par un commercial, un tourneur par un informaticien* [...] *Avant le contrat, il aurait fallu que je garde tout le monde. Autre avantage, l'entreprise n'aura plus à payer les primes d'ancienneté, jusqu'à 15% du salaire des ouvriers anciens.*»

PC-PS: disputes entre gérants du capital

(Suite de la page 1)

conquête des strapontins, que le PC pèserait plus lourd dans les marchandages s'il était moins lié au gouvernement.

Et Dieu sait qu'il y a des fromages à marchander, entre les municipalités, les directions d'entreprises et de banques, les budgets de comités d'entreprise et les sièges à la Sécurité Sociale !

Mais, externe ou interne, il faut de toute façon un semblant d'opposition pour tirer le meilleur parti du piège démocratique contre la classe ouvrière: une «opposition normale» comme le rappelait le malheureux PS espagnol, qui craint aujourd'hui d'avoir perdu ses chances électorales en oubliant même de faire semblant de protester !

C'est pourquoi les médias font tant de tapage autour de la moindre saute d'humeur des deux partenaires. C'est pourquoi on tente de déléguer ce rôle d'opposition aux syndicats, on vante leur «indépendance», aussi illusoire pour la CFDT recentrée que pour la CGT sous l'aile du PC.

Tout ce bruit a de quoi désorienter les travailleurs, et les pousser vers de fausses oppositions, dans la défense illusoire d'une ligne un peu plus dure ou d'une organisation «un peu plus ouvrière» — en réalité mieux placée pour rouler les ouvriers !

Il revient aux travailleurs d'avant-garde de faire éclater, en s'appuyant sur les luttes, les mensonges, les contradictions entre les paroles et les actes. A condition que cette lutte ne reste pas enfermée dans chaque entreprise, fragmentée par catégories, ils doivent s'en servir pour constituer et renforcer des groupes de travailleurs organisés qui constituent, sur le terrain immédiat, un pôle d'organisation véritable.

L'ETAT SUPER-NERVI

(Suite de la page 1)

droit de grève existe dans le droit français, mais le droit de propriété aussi». Quant au propriétaire des fromages bloqués par les grévistes, il fait état de deux décisions de justice ordonnant l'évacuation de la fromagerie par la force publique. C'est devant la défaillance de cette dernière qu'il a fait appel aux... supplétifs. Que l'Etat démocratique fasse son boulot qui est de protéger la propriété, que la police évacue les grévistes, et les patrons n'auront pas besoin d'utiliser les nervis

Et nos syndicats et partis démocratiques, que disent-ils d'autre ? «*Un seul Etat, une seule armée, une seule police*», proclamait Thorez en 1945, en cachant aux travailleurs que cet Etat, cette armée et cette police défendent la **propriété** contre eux.

Pour lutter contre les nervis illégaux et légaux du capital, les prolétaires doivent organiser leur propre force de classe !

LISEZ
EL COMUNISTA
IL PROGRAMMA COMUNISTA
PROLETARIER
EL PROLETARIO

La IVe Internationale et la guerre

En bons centristes, les trotskystes de la IVe Internationale partagent avec les maoïstes la tristement célèbre théorie de l'«*ennemi principal*». Mais si les maos voient l'ennemi principal dans la Russie et courent en conséquence au secours de l'impérialisme occidental, principalement européen, les trotskystes de la IVe, eux, voient l'ennemi principal dans les Etat-Unis et se mettent à la remorque de l'impérialisme russe. Naturellement, ce qui complique les choses, ici, c'est qu'ils suivent aussi les grands partis opportunistes, qui, eux, servent leur propre impérialisme. D'où des contradictions et des promesses de crise.

La position de la IVe découle de son dogme fondamental, lui-même éminemment contradictoire: celui de la défense de l'URSS malgré et contre la bureaucratie. C'est ainsi que le Secrétariat Unifié déclare dans une récente résolution: «*Pour les marxistes révolutionnaires, qui n'ont jamais transigé sur la défense inconditionnelle des fondements sociaux des Etats ouvriers, y compris dégénérés, tout en menant une lutte sans merci pour le renversement révolutionnaire de la bureaucratie, la question qui se pose est la suivante: est-ce que telle ou telle action de Moscou est nécessaire du point de vue de la défense de l'URSS et des autres Etats ouvriers contre l'impérialisme ? Quels sont ses effets sur la révolution mondiale, dont le développement peut seul garantir à long terme l'existence des Etats ouvriers ?*» (*Inprecor* n°114, 7 décembre 1981).

Et de rappeler que «*lorsque l'URSS s'est dotée en 1949 de moyens nucléaires, notre position* [des trotskystes] *a été de défendre son droit à une politique d'autodéfense face à la menace que représentait la possession d'un arsenal atomique par le seul impérialisme américain. Nous avons de la même manière reconnu ce droit à l'Etat ouvrier chinois en 1964*».

On voit pointer le bout du nez du défensisme: les USA sont l'agresseur, la Russie «*se défend*». Donc il faut la soutenir.

Mais le soutien de la IVe est bien entendu «*critique*», comme il sied à un partisan de la «révolution politique» et des droits de l'homme à l'Est. Elle reproche à la bureaucratie de se défendre par des moyens purement militaires: «*Devant faire face aux menaces de l'impérialisme, elle se refuse à une politique correcte de mobilisation des masses des principales citadelles de l'impérialisme. Elle freine et cherche à briser des processus révolutionnaires dans de nombreux pays. Il en résulte une situation où elle ne répond à la course aux armements de l'impérialisme que par la seule augmentation d'un potentiel militaire d'un coût exorbitant*».

Ainsi les trotskystes regrettent, au fond, la bonne vieille période de la Résistance, où l'URSS et les PC entraînèrent les masses des pays occidentaux dans la guerre impérialiste avec des phrases révolutionnaires sur la «*défense du socialisme*» et sur le processus qui devait mener «*de la Résistance à la révolution*». Et de donner des conseils à l'impérialisme russe: «*Une politique de défense efficace pourrait combiner le fait de doter le pays de moyens les plus sophistiqués avec des initiatives spectaculaires de désarmement en ce qui concerne le matériel nucléaire ancien, par exemple, au delà du seuil de destruction de l'humanité qu'ont dépassé par un processus cumulatif aussi bien les USA que l'URSS. L'accumulation de têtes nucléaires sans autre objectif que de paraître ne pas perdre la face par rapport à l'impérialisme est injustifiable d'un point de vue révolutionnaire, internationaliste et prolétarien*». Par contre, «*doter le pays des moyens les plus sophistiqués*» jusqu'au «*seuil de destruction de l'humanité*» et en se débarrassant uniquement du matériel... périmé serait parfaitement justifiable !

Et le SU de critiquer la bureaucratie, qui «*se défend de manière exceptionnellement coûteuse pour les masses soviétiques, et en définitive peu efficace du point de vue de la défense des Etats ouvriers eux-mêmes*». Il faut défendre l'URSS mieux que l'URSS elle-même ! Et pour cela mobiliser les masses prolétariennes.

Tel est le sens du fameux «désarmement unilatéral» prêché par la IVe Internationale: affaiblir l'impérialisme occidental de façon à laisser toutes ses chances à l'impérialisme russe. On voit comment le pacifisme des trotskystes du SU prépare la guerre à sa manière, avec l'alignement sur l'un des camps impérialistes en présence, quitte à ce qu'il y ait plus tard, quand la situation mûrira encore plus, crises et scissions dans les sections nationales dont les Etats se trouveront dans le camp anti-russe.

Nous ne savons pas quelles réactions a provoquées, dans les sections nationales, la résolution du SU, qui d'ailleurs a été écrite avant le coup d'Etat en Pologne et le battage antirusse qui en a résulté. Celle de février 1980 sur l'Afghanistan, qui prônait la lutte exclusive contre l'impérialisme américain et, malgré bien des contorsions, un soutien critique à l'impérialisme russe, n'avait été adoptée que de justesse par la section française. Ecartelée par le suivisme envers les grands groupes de partis opportunistes, la IVe Internationale ne peut qu'être écartelée entre l'Est et l'Ouest.

En s'appuyant sur la théorie des «Etats ouvriers dégénérés» et de la «révolution politique», le SU a réussi à maintenir pour l'instant l'unité et un certain équilibre sur cette question. Jusqu'à quand ?

MARXISME, SOCIALISME ET DEMOCRATIE

La victoire de la soldatesque sur les ouvriers polonais est sévère mais temporaire. Surtout elle a été acquise au prix d'une défaite irrémédiable de la théorie du «socialisme réel», c'est-à-dire de la prétention des pays de l'Est à se réclamer du socialisme: que dire en effet d'une société où l'exploitation est aussi féroce, et d'un «Etat ouvrier» qui doit imposer par la force sa volonté non à quelques groupes particuliers d'ouvriers, mais à la masse immense des prolétaires organisés à l'échelle d'un pays entier ?

Cette défaite, notre courant l'a présentée comme une condition de la reprise révolutionnaire dans les années les plus noires de la contre-révolution. Elle ne peut cependant pas bénéficier au marxisme de façon immédiate et automatique, bien que cette défaite ait pour effet d'ouvrir dès maintenant les yeux de petits groupes de prolétaires. Elle favorise davantage, au moins dans un premier temps, l'influence sur les larges masses de courants qui assimilent le socialisme de Moscou et le marxisme, plutôt que celle du marxisme lui-même. C'est d'ailleurs ce qui se vérifie dans le succès de l'orientation qui a été donnée en Pologne à une organisation née d'une puissante lutte prolétarienne comme Solidarnosc.

Le vent souffle donc en faveur de la **démocratie**: il est significatif que le PS, qui parlait naguère des pays de l'Est comme d'une «variété de socialisme» leur dénie désormais tout label socialiste «*parce qu'il n'y a pas de socialisme sans démocratie*». Le maoïsme avait déjà cessé de voir le socialisme dans les pays de l'Est à partir de critères purement démocratiques: l'absence du contrôle des masses sur le parti et les entreprises. Le vent souffle si fort qu'il oblige les trotskystes de la LCR à hurler: «*La Pologne, ce n'est pas le socialisme*» car «*le socialisme, c'est le pouvoir des travailleurs*», c'est «*la démocratie la plus large*» !

Eh bien tout cela n'incitera pas le moins du monde le marxisme révolutionnaire à se marier avec la démocratie.

Le socialisme n'est pas la démocratie. Pourquoi ? Parce que la démocratie est une manière de gouverner, et que le pouvoir **politique** même le plus démocratique est le pouvoir d'une classe sur une autre. Or le communisme, c'est-à-dire la société qui succèdera au capitalisme, sera une société sans classes, et donc sans domination de classe, sans pouvoir politique. Etant une société sans Etat, elle sera aussi sans démocratie, qui est une forme de l'Etat.

L'objection qui surgit immédiatement, c'est qu'en dépit des promesses, l'Etat n'a pas dépéri en Russie, qu'il n'a fait au contraire qu'étouffer de plus en plus la société.

Cela prouve en réalité qu'il n'y a pas de socialisme à l'Est. D'ailleurs les marxistes n'ont jamais pensé réaliser le socialisme dans un seul pays, à plus forte raison dans la seule Russie, un pays arriéré, qui n'était pas encore pleinement capitaliste lors de la révolution. Pour Lénine et les marxistes révolutionnaires, en effet, la transformation socialiste de la Russie, où la classe ouvrière s'est bien emparée du pouvoir en 1917, ne pouvait être accomplie qu'avec l'appui de la révolution en Europe occidentale. Le marxisme sort donc vivant de l'épreuve. C'est le prétendu «marxisme-léninisme», c'est-à-dire le marxisme et le léninisme dénaturés et caricaturés par Staline, qui y perd ses plumes.

Si le socialisme n'est pas la démocratie politique, on peut encore moins le qualifier de «démocratie économique», ce qui est un non sens théorique. Du point de vue de la méthode, cela revient à appliquer une catégorie politique au mécanisme économique. Du point de vue du fond, les bourgeois eux-mêmes ne contrôlent pas les lois du capital dont ils profitent, mais qui s'imposent à eux. Comment alors le «peuple», et même le prolétariat, pourraient-ils y parvenir ? Surtout, le socialisme ne peut être défini comme le «contrôle sur les entreprises», c'est-à-dire l'autogestion. Il signifie en effet **l'abolition** des entreprises, c'est-à-dire de la propriété d'entreprise (privée et publique) et suppose l'abolition du marché et son dépassement par une économie où toutes les richesses naturelles, les moyens de production et les produits du travail sont répartis centralement par la société.

L'objection qui est soulevée ici est la suivante: mais vous allez gonfler la bureaucratie, n'est-ce pas ce qui se passe dans les pays de l'Est ? C'est le contraire en réalité: l'anarchie actuelle d'une vie sociale fondée sur la guerre de tous contre tous produit une course effrénée de la bureaucratie pour tenter à l'Est (mais aussi à l'Ouest) de contrôler l'incontrôlable. Dans l'expérience des pays de l'Est, c'est la prétention à réaliser un «socialisme de marché» qui s'effondre. Mais le marxisme en sort indemne et confirme: seule la suppression du marché sur la base d'une production déjà largement socialisée permet de planifier harmonieusement la vie sociale et d'éliminer la bureaucratie.

Nous n'avons pas encore réglé toute la question. Si le socialisme ne connaît pas d'Etat, le marxisme affirme que l'Etat prolétarien, la dictature du prolétariat est indispensable pour mener à bien la transformation communiste de la société. Est-ce que cet Etat, cette dictature, peut être **défini** comme «*la démocratie la plus large*» ? La question est délicate. Du point de vue théorique, «*démocratie*» signifie «*pouvoir du peuple*», ce qui est une formule mensongère: le peuple est divisé en classes. Dans les pays impérialistes d'Occident, hyperdémocratiques, tout le monde sait que tout le formalisme démocratique n'empêche nullement la bourgeoisie d'exercer sa domination économique et politique sur son prolétariat et même sur celui d'autres pays. Dans la Russie de 1917 on a parlé de «*démocratie prolétarienne*» pour signifier la participation des larges masses ouvrières et paysannes pauvres (qui formaient l'immense majorité du «*peuple*»). Une telle formule était acceptable du point de vue de la propagande dans une révolution qui était antiféodale et pas seulement antibourgeoise, et dans la mesure où les masses y mettaient la revendication du pouvoir politique reposant sur les forces des armes. Mais déjà à l'époque cette formule ne pouvait que créer la pire confusion dans l'Occident pourri de démocratie parlementaire où «démocratie» était synonyme d'influence exercée sur l'Etat par le moyen du parlement, de respect de la légalité, de voie pacifique, bref de paix sociale et de conciliation des intérêts de classe. Cependant la «*démocratie prolétarienne*» de Lénine n'était nullement en contradiction avec le fait que l'Etat était une **dictature**, que cette dictature ne respectait nullement la démocratie formelle (les bourgeois étaient privés de tous droits politiques et les paysans n'avaient pas les mêmes droits que les prolétaires) et qu'elle était dirigée par un seul parti, le parti bolchévik.

Le mythe démocratique veut que ce soit précisément là que résident les raisons de la dégénérescence de l'Etat prolétarien en Russie. Mais ce n'est pas le respect des fétiches de la démocratie formelle qui aurait

(Suite page 4)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Les intellectuels français, la Pologne et le socialisme

(Suite de la page 1)

tales affrontent leurs rivales (hier les Etats fascistes, aujourd'hui le bloc russe) et couvrent leurs propres crimes. Reprendre aujourd'hui ces slogans à propos de la Pologne, c'est — consciemment ou inconsciemment, peu importe — faire de la **propagande de guerre**, préparer idéologiquement les prolétaires à une troisième boucherie impérialiste.

Tous les bourgeois en fait préparent cette boucherie, conséquence inévitable de la crise mondiale du capitalisme, mais les commerçants et les diplomates gardent une marge de manœuvre et sont encore tenus à une certaine prudence, alors que les intellectuels peuvent parler «librement»... Encore une fois, il n'y a pas là de leur part la moindre «indépendance», mais une simple **division du travail** au sein de la classe bourgeoise, imposée par les circonstances...

A première vue donc, on en revient à une situation semblable à celle des années trente, quand le mouvement des intellectuels «antifascistes» (mouvement Amsterdam-Pleyel, comité de vigilance, etc.) a frayé la voie à la politique des fronts populaires et des fronts nationaux, puis à la guerre contre l'Allemagne nazie. Il est bien vrai qu'aujourd'hui aussi le mouvement des intellectuels «anti-totalitaires» fraie la voie à la troisième guerre impérialiste, mais cela ne doit pas masquer les **différences très importantes entre les deux époques**.

Dans les années trente, le mouvement des intellectuels «antifascistes» a été mené **aussi** sur des mots d'ordre de défense de l'URSS et du «socialisme» et a été encadré pour l'essentiel par les staliniens. En France spécialement, cette période a été marquée par une véritable lune de miel entre les intellectuels de gauche (et même une partie de la droite catholique) et le PCF. De nombreux écrivains, artistes, savants, etc., ont alors adhéré au PCF; plus nombreux encore ont été les fameux **«compagnons de route»**... Un tel compagnonnage n'a été possible qu'au prix d'une totale capitulation des staliniens: ils avaient rendu leur «socialisme» acceptable aux yeux des intellectuels en le repeignant dans les années 1934-35 aux couleurs démocratiques et nationales de Voltaire et Descartes avant même d'arborer celles de Jeanne d'Arc !

Depuis lors, le PCF n'a pas ménagé ses efforts pour rendre sa camelote du «socialisme aux couleurs de la France» toujours plus présentable (abandon des références verbales à l'abolition du salariat, à la dictature du prolétariat, reprise du gadget new-look de l'autogestion, etc.). Pourtant il a été abandonné peu à peu par ses chers compagnons de route intellectuels. La rupture est d'autant plus irréversible qu'elle ne s'est pas opérée brutalement, mais par vagues successives, étalées sur une quarantaine d'années.

Dès le milieu des années trente, face aux aspects les plus voyants de la terreur stalinienne (camps de travail, procès, etc.), des personnalités isolées comme Gide ont pris leurs distances. Au cours des années suivantes, des paquets plus ou moins importants se sont détachés au fil des événements de la politique nationale et internationale: guerre d'Espagne, pacte germano-soviétique, partage de la Pologne. L'invasion de l'URSS par les troupes d'Hitler et l'union sacrée dans la résistance «anti-boche» ont momentanément renforcé le prestige du stalinisme dans les milieux intellectuels. Mais l'après-guerre, le passage à la guerre froide, le schisme yougoslave ont provoqué de nouvelles ruptures (voir par exemple l'opposition sur ce point entre Camus et Sartre chez les existentialistes).

L'année 1956 représente ensuite un tournant important: c'est l'année du rapport Krouchtchev, de l'écrasement de la Hongrie et aussi le vote des pleins pouvoirs à Guy Mollet par le PCF pour mener la guerre en Algérie. Cette fois, une grande partie des intellectuels amis du stalinisme prennent la fuite et — fait nouveau — certains pratiquent le compagnonnage avec de nouvelles forces politiques: avec la «nouvelle gauche» en France et avec les révolutionnaires nationalistes du Tiers Monde (réseaux de soutien au FLN algérien, puis comités Vietnam, mouvements pro-chinois ou pro-cubains, etc.). Le mouvement de mai 1968, combattu haineusement par le PCF, et l'invasion de la Tchécoslovaquie accentuent encore le clivage et le PCF perd pratiquement ses derniers appuis chez les «grands» intellectuels.

Pendant quelques années encore cependant, une partie des intellectuels orphelins du PCF s'accroche au drapeau du «socialisme» (à la mode stalinienne) et rejoue de manière caricaturale aux compagnons de route avec les gauchistes (exemple bien connu, celui de Sartre avec les maoïstes de la GP). L'expérience est de courte durée: l'entrée du monde capitaliste dans une nouvelle période de crise et, à peu près simultanément, la fin du cycle révolutionnaire dans le Tiers Monde, le rapprochement de la Chine maoïste avec l'impérialisme américain, l'intégration accélérée du gauchisme en France même entraînent l'effondrement des mythes du «socialisme réel» et de nouveaux alignements.

On en arrive ainsi aux années 1974-75, à la «découverte» de Soljenitsyne et à l'irruption tapageuse de la «*nouvelle philosophie*» (Glucksmann, Lévy et Cie), laquelle ne produit pas une seule thèse nouvelle mais **sanctionne** la rupture des intellectuels français en pratique avec la «barbarie totalitaire» et en théorie avec le «marxisme», même arrangé à la sauce moscoutaire, pékinoise ou... universitaire («*Le Goulag était dans Marx*» ! !). Toutes les couches d'ex-compagnons de route du stalinisme se reconnaissent dans cette «*nouvelle philosophie*», même s'il s'en disputent la paternité ou en discutent le marketing.

La récente crise polonaise a confirmé l'existence de ce bloc des intellectuels «anti-totalitaires», extérieurs et hostiles au PCF. Celui-ci est définitivement coupé des «grandes figures de la pensée et de la culture» qu'il a tant courtisées; à peine ose-t-il exhiber ses dernières serpillières, les Aragon et les Wolinski...

Comme il sied à ce milieu de concurrence boutiquière, les intellectuels «anti-totalitaires» sont évidemment divisés en de multiples clans et coteries. Dans le «soutien à la Pologne», trois courants en gros (non délimités de manière rigide) se sont dégagés:

— les social-démocrates classiques, proches du PS et soucieux de ne pas gêner Mitterrand et le gouvernement;

— les anti-socialistes par principe, qui ont profité de l'occasion pour cartonner le gouvernement, et qui se réfèrent à la défense de l'Occident, au catholicisme, au libéralisme ou à la morale éternelle;

— un courant intermédiaire assez flou, qui flirte avec les uns et les autres en se voulant avant tout pragmatique.

Ce dernier courant a établi, à l'occasion des événements polonais, des liens privilégiés avec la CFDT. La «nouvelle alliance» qui s'esquisse ainsi mérite de retenir notre attention: ses promoteurs se réfèrent explicitement à l'expérience de travail commun entre syndicalistes et «experts» dans Solidarnosc et sont susceptibles d'influencer des couches d'ouvriers combatifs. Nous y reviendrons prochainement.

Contentons-nous pour l'instant de constater qu'au terme d'une trajectoire historique de plusieurs décennies les intellectuels français en sont venus à répudier tout lien avec le marxisme et le communisme (sinon toujours avec le «socialisme»). Disons franchement que c'est un bienfait des dieux, une chance pour le socialisme prolétarien, révolutionnaire, internationaliste: le marxisme se trouve débarrassé de défenseurs compromettants et le prolétariat de faux amis plus qu'encombrants. L'effondrement du stalinisme ramène les intellectuels à la défense ouverte de l'Occident, de la démocratie pure et de la morale chrétienne, bref à la défense sans fard de l'ordre capitaliste. Pour les prolétaires, il prépare objectivement le terrain aux retrouvailles avec le marxisme authentique, révolutionnaire, il déblaie un énorme obstacle à la lutte pour la destruction de tous les Etats bourgeois, à l'Est comme à l'Ouest, il ouvre la voie au vrai socialisme.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles:** Le 2e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers :** vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.
● **A Caen :** Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.
● **Grenoble :** vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h,les samedis suivants: 6 et 20 mars, 3 et 17 avril, etc.
● **Au Havre :**vente au marché d'Harfleur le 1er et le 3e dimanche de chaque mois.
● **Au Mans :** vente sur le marché de Pontlieu, le 2e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.
● **A Laval :** vente sur le marché de la Cathédrale le 1er samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.
● **A Lille :**tous les mercredis de 18 à 19h, 27 rue Adolphe.
● **A Lyon :** 17 rue René Leynaud, Lyon 1er, dans la cour, 2e porte à gauche de 14h à 16 h, les samedis 30 janvier, 13 et 27 février, 6 et 20 mars, etc.
● **A Nantes :** vente le 1er dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
● **A Paris :**20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h.(escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.
● **A Rouen :** vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
● **A Roubaix :** vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3e dimanche de chaque mois.
● **A Strasbourg :** vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1er et le 3e samedi du mois.
● **A Toulouse :** vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 7 et 21 février, 7 et 21 mars, 4 et 18 avril, etc.
● **A Valence :** vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 14 et 28 février, 14 et 28 mars, 11 et 25 avril, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne:** tous les samedis de 10 h à 12h. 12 rue du Pont, atelier du rez sup.
● **A Genève:** tous les samedis de 10h à 12h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1ère porte à gauche, puis 1ère porte à droite «atelier».

Les objectifs du Collectif "Rebelles"

Au cours de la campagne menée pendant l'été 1981 pour la libération des prisonniers politiques (militants d'Action Directe, Combattants Communistes, Autonomes, Basques, etc.) est apparu au sein du Collectif Unitaire le besoin de poursuivre un travail en direction des prisonniers.

En effet, le changement de gouvernement, l'amnistie arrachée, ne changent en rien la nature de classe de la répression dans et hors des prisons. Un noyau de militants a donc constitué les bases d'une organisation permanente de lutte — le Collectif Rebelles — «*contre les prisons, contre la répression*» **et publie le journal** «*Rebelles*».

Les besoins et les tâches inscrits dans sa plateforme répondent à une exigence effective pour la lutte prolétarienne:

«— *Favoriser les liens entre les prisonniers combatifs, faciliter les relations les plus étroites entre ceux qui luttent dans les prisons et hors des prisons.*

— *Diffuser le plus largement les expériences de lutte carcérale.*

— *Contribuer au débat sur le système répressif: connaître l'ennemi, le fonctionnement de son système de répression et de contrôle.*

— *Donner une importance particulière aux expériences de lutte et aux débats qui se mènent dans les autres pays.*

— *Participer à rendre collective et offensive la résistance au système répressif dans tous les secteurs de la population qui y sont confrontés: détenus, familles de prisonniers, mais aussi ceux qui dans les cités, dans les banlieues, de par leur statut social et leurs actes, sont les ennemis de l'ordre bourgeois.*»

Cette plateforme traduit indéniablement une réelle volonté de combattre l'isolement dont sont l'objet les prolétaires détenus et pose certaines bases indispensables à une renaissance d'une solidarité de classe et de lutte contre la répression bourgeoise.

Si les perspectives de travail avancées nous semblent correctes, la plateforme aurait néanmoins gagné à éviter des formules du genre: «*La société que nous voulons est une société sans prison*». Il est sûr que la société future sera sans prisons, mais pour y parvenir, il faudra bien que la classe ouvrière fasse preuve d'autorité: se passera-t-elle de prisons? Ceci pour montrer que de telles affirmations soulèvent nécessairement une discussion programmatique, et ne peuvent être acceptées que par des courants politiques déterminés, ce qui n'est nullement nécessaire à la discipline de lutte d'un tel comité et peut même la gêner.

D'autre part il ressort de la lecture de la plateforme que la participation à cette lutte exigerait l'acceptation a priori d'une analyse politique particulière de la répression, ce qui n'est pas vrai.

Toutefois le travail déjà engagé permet le dépassement de ces deux défauts et donne les moyens d'affronter les difficultés de la situation actuelle: l'absence de luttes significatives rend très difficile les tâches d'intervention et de sensibilisation des prolétaires pour le sort de leurs frères de classe détenus. Ces tâches rendues indispensables par le nombre même des détenus (30.000 actuellement) devront nécessairement s'étendre en direction des prolétaires en lutte. Car c'est la lutte sociale elle-même qui montre qu'inévitablement une lutte combative et déterminée s'affronte à la répression. Mais aussi le combat contre la répression est une exigence car il permet de combattre les tentatives de la bourgeoisie pour terroriser et paralyser les prolétaires par l'étalement de son arsenal juridico-policier.

Le besoin de la lutte contre la répression doit s'inscrire, notamment grâce à l'action de tels comités, dans le combat des prolétaires au même titre que la lutte contre l'exploitation quotidienne.

La participation, même modeste, de Rebelles à la lutte contre la répression dont ont été victimes les squatters turcs montre la possibilité d'un travail réel de solidarité prolétarienne.

Pour tous contacts ou commande de journaux écrire à: Rebelles c/o Librairie Jargon Libre, 6 rue de la Reine-Blanche, 75013 Paris.

EL-OUMAMI N°22

— Statut personnel: le gouvernement recule.
— Le mouvement étudiant algérien.
— La priorité des priorités
— Enseignants et lycéens en lutte.
— Les enseignements de la lutte des ouvriers polonais.
— L'assassinat de Farid.
— A Barbès les flics matraquent.

Cahiers du "Programme Communiste" n°1 en perse

Pour le retour au programme communiste révolutionnaire de Marx et de Lénine

Marxisme, socialisme et démocratie

permis au prolétariat de conserver son pouvoir. Même la bourgeoisie le conserve grâce à la **force** qui lui vient de sa machine militaire, bureaucratique et policière, de sa centralisation croissante, des habitudes acquises et du mensonge de la démocratie qui paralysent la classe exploitée. Cette force, le prolétariat ne peut la trouver que dans l'autorité de son **armement général** *et dans la cohésion que peut lui donner une direction unique,* **un parti**. C'est un fait tellement patent que même la bourgeoisie démocratique tend partout vers le parti unique pour tenir dans la violence grandissante des contradictions sociales.

Si les communistes ont été vaincus en Russie, c'est dans une bataille gigantesque menée contre le stalinisme dans le parti lui-même, qui a pu être capté par les forces du capitalisme russe et international en jouant sur l'isolement tragique de la révolution russe. C'est cela qui a permis de transformer l'Etat prolétarien en «Etat national ordinaire» au service de ces forces. Et si, dans ce mouvement, la classe ouvrière a été privée de toutes les libertés politiques qui favorisaient indéniablement sa participation massive à l'Etat, et surtout si elle a été éliminée de l'administration et désarmée, il faut voir là **non la cause mais l'indice de sa défaite** devant une classe bourgeoise qui vit sur son dos et s'est constitué une machine d'Etat bureaucratique et militaire spéciale, faite pour la maintenir sous son joug.

Que ce phénomène s'étale aujourd'hui dans toute sa férocité en Pologne n'est que la confirmation du caractère bourgeois du «*socialisme réel*». Mais cela confirme aussi le marxisme révolutionnaire qui l'a toujours combattu.

Plus que jamais le parti communiste se construira par un combat sans merci pour le retour au marxisme révolutionnaire contre la démocratie petite-bourgeoise!

Sans-papiers: la lutte continue !

Après les travailleurs de la diffusion de Montrouge, Ivry, Montreuil, Richard-Lenoir, rue Marcadet, les sans-papiers de la rue de Madagascar, du Bd de la Bastille et d'Aubervilliers viennent d'obtenir leur régularisation, qu'ils soient en possession ou non d'un contrat de travail, et qu'ils soient entrés avant ou après le 1er janvier 1981. C'est leur lutte et leur détermination (plus de deux mois de grève avec occupation), leur organisation (le Comité de Coordination) qui ont fait céder le gouvernement. Tous les diffuseurs organisés dans le Comité ont donc gagné. Il est ainsi prouvé une fois de plus que des travailleurs, même peu nombreux, peuvent faire reculer la bourgeoisie par leur lutte unie et décidée: seule la lutte paie!

A Montrouge, les travailleurs ont eu l'occasion de se mesurer une nouvelle fois avec leur patron. A la suite d'une altercation entre un diffuseur et un chef d'équipe, le travailleur était licencié. Immédiatement, 17 de ses camarades se déclarent solidaires. Le patron menace: je vous licencie tous! C'est la grève avec occupation. Le patron cède: il n'y aura aucun licenciement.

Le Comité de Coordination continue d'être un pôle de ralliement, bien que modeste, pour un nombre croissant de sans-papiers. Il s'agit maintenant non seulement de continuer la lutte pour la régularisation sans conditions de nouveaux travailleurs même si le délai fixé par le gouvernement est passé, mais aussi de préparer la lutte contre les expulsions qui ne vont pas manquer de se produire. Un travail de sensibilisation et d'organisation continue d'être fait, notamment dans les foyers, autour du film «Les sans-papiers en lutte».

Par ailleurs, le 2 février une centaine de saisonniers sans-papiers se sont mis en grève de la faim à Avignon, ainsi qu'une centaine le 8 février à Nimes. Les revendications sont: les cartes de travail et de séjour de 3 ans pour tous sans conditions, l'abolition du statut de saisonnier, la régularisation des travailleurs qui ont perdu leur emploi, le droit au travail, au logement et au regroupement familial, le refus de toute expulsion, l'égalité des droits avec les travailleurs français.

Cependant, dans la discussion, les membres de l'AMF (Association des Marocains en France), qui dirigent le mouvement, déclarent qu'ils se battent pour la régularisation de ceux qui sont entrés en France avant la victoire de la Gauche: ceux qui sont entrés avant sont des victimes, ceux qui sont entrés après des profiteurs, etc. Un appel a été lancé à toutes les organisations «démocratiques»: PC, PS, CGT, CFDT, et un Comité de Soutien, composé surtout du MRAP et de l'ASTI, vient de se créer. C'est l'isolement, et aussi les méthodes désastreuses de la MTI, dont l'AMF fait partie, qui poussent ainsi les travailleurs dans les bras des démocrates et des opportunistes et les contraignent à faire la grève de la faim. Néanmoins leur détermination est grande: ils sont décidés à aller jusqu'au bout, à ne pas être des esclaves. Le mouvement risque de faire tache d'huile dans la région et nous le suivrons avec attention, dans la mesure de nos forces, en luttant pour dépasser l'isolement, ainsi que les limites imposées par l'orientation et les méthodes de l'AMF.

Le 14/2/1982

L'Iran après trois ans de «révolution islamique»

(Suite de la page 1)

de Bani Sadr, qui a ici les faveurs de la démocratie petite-bourgeoise (la seule invocation de la démocratie lave les mains des taches de sang des prolétaires et des paysans pauvres!) mais aussi de l'impérialisme français.

Elle doit renforcer encore les militants révolutionnaires, dans le sentiment que la classe ouvrière est la **seule force sociale** capable de trancher, même si ce n'est pas encore possible aujourd'hui, les nœuds de l'oppression de classe en Iran, les inciter à organiser la classe ouvrière de **façon indépendante** à partir de ses luttes contre les capitalistes et l'Etat, et à empoigner pour ce faire les armes du marxisme révolutionnaire et internationaliste.

Soutenez le développement international de la presse du parti ! SOUSCRIVEZ !

Abonnements :
1 an: 70 F, 6 mois: 35 F
Pli fermé: 105 F et 55 F
Abonnements de soutien:
à partir de 120 F

Correspondance et abonnements:
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre du «Prolétaire»

Directeur-gérant: SARO
imprimerie «Editions Polyglottes»
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926

Le pillage impérialiste de l'Afghanistan

On sait que les Russes débordent d'affection fraternelle envers les Afghans, et qu'ils ont poussé leur affection jusqu'à envahir militairement le pays. Ils sont fiers de pouvoir vanter les réalisations économiques effectuées grâce à eux en Afghanistan!

Outre le fait que toute politique d'aide économique envers un pays sous-développé constitue toujours, dans le cadre de l'impérialisme, la base d'une politique de pénétration etr d'asservissement accrus, celle-ci—commerce oblige— ne va pas en general pas sans contrepartie économique sérieuse. Il en est exactement de même en ce qui concerne les relations économiques entre l'URSS et l'Afghanistan.

L'Afghanistan est d'abord un débouché pour le commerce des pays de l'Est. Débouché modeste, peut-être, mais réel, comme le prouvent les données de ces dernières années. La balance commerciale marque un avantage certain en faveur des pays de l'Est: 63,5 et 44,5 millions de roubles pour 1978 et 79 pour l'URSS; en 1980 la balance est pratiquement équilibrée; par contre le solde avec la Tchécoslovaquie est encore plus défavorable pour l'Afghanistan y compris en 1980.

Mais le véritable nœud de l'histoire est le gaz. Depuis de nombreuses années (1967), les Russes exploitent les gisements productifs du gaz en Afghanistan après les avoir recherché au titre de l'aide aux pays pauvres. Dès l'origine ce gaz a été produit pour être exporté en URSS: construction d'un gazoduc avec l'URSS, construction d'une usine de désulfurisation du gaz, le soufre reste en Afghanistan le gaz va en URSS... La seule centrale thermique fonctionnant au gaz, Mazar i Sharif, a même été transformée en centrale au charbon afghan qui ne trouve pas de débouché en dehors du pays.

Les accords soviéto-afghans prévoient pour 1981 l'exportation de 5 milliards de m³ par an.

Or, quand la Russie vend du gaz aux Occidentaux, il est facturé 180 dollars les 1000 m³ et payables en devises, le gaz afghan, lui, n'est pas payé aux Afghans, car il vient en déduction des dettes contractées par l'Afghanistan auprès de ses grands amis de l'Est pour l'aider à développer le pays. De plus le prix de ce gaz est de deux fois inférieur à celui du gaz soviétique (88,8 dollars les 1000 m³)

Les 5 milliards de m³ de gaz afghan représentent donc pour les Russes un pactole de 456 millions de dollars (de l'ordre de 2,7 milliards de francs).

Décidément les managers russes valent bien leurs collègues occidentaux pour peu qu'ils trouvent un endroit pour exercer leurs talents. Et dire qu'il y a encore des gens pour nier l'existence de l'impérialisme russe!

Correspondance pour la Belgique:
J.A. BP 199
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse
Editions Programme, 12 rue du Pont
1003 Lausanne